



Communiqué de République et Socialisme

Non au démantèlement d'EDF

A la demande du ministère de l'économie, la direction d'EDF tente depuis de nombreux mois de faire adopter par la Commission européenne un plan de restructuration dans le but d'obtenir les fonds nécessaires à son développement et à l'arrêt programmé d'une partie de ses centrales nucléaires. Ce projet baptisé Hercule vise à séparer EDF en trois entités : une société gérant le nucléaire qui resterait publique, une autre gérant les activités concurrentielles comme les énergies renouvelables et la distribution d'électricité dont un tiers du capital serait mis en bourse, enfin une troisième, filiale de la première, qui gèrerait le parc hydroélectrique. Si ce projet voyait le jour, ce serait la fin d'une entreprise publique intégrée allant de la production d'électricité à sa distribution, avec d'un côté une partie rentable offerte aux actifs privés et de l'autre une partie certes 100% nationalisée mais coûteuse en raison de l'entretien et du démantèlement programmé des centrales nucléaires. Ce serait aussi l'occasion d'une nouvelle augmentation du prix du kw/h pour les consommateurs particuliers et entreprises. En outre, pour monnayer son accord, la Commission européenne tente d'obtenir du gouvernement la mise en concurrence (autrement dit la privatisation) d'une partie des barrages hydroélectriques (environ 200 sur 450).

Pour République et Socialisme ce plan est inacceptable. Pour des motifs purement financiers, il pourrait mettre en péril l'approvisionnement de la France et sa souveraineté énergétique alors que la diversité des sources de production d'énergie (nucléaire, hydroélectrique, renouvelables) permet de jouer sur la complémentarité (en fonction de la météo par exemple) d'autant que le réseau d'EDF est déjà sous tension. On l'a vu récemment avec la demande d'EDF à ses clients de limiter leur consommation – en plein hiver – afin d'éviter des coupures. C'est aussi cette diversité qui permet à la France de disposer d'une électricité moins chère que dans les pays voisins. Enfin, nul doute que ce plan aurait des conséquences aussi bien sur le statut des agents d'EDF indissociable de leur mission de service public que sur l'emploi.

75 ans après la nationalisation de l'énergie adoptée massivement par le Parlement dans le prolongement du projet du Conseil National de la Résistance, ce plan constitue un véritable retour en arrière, du temps des multiples sociétés se faisant concurrence. Or, n'en déplaise à la commission européenne, le dogme de la « concurrence libre et non faussée » est un frein à l'innovation et à l'investissement nécessaire à la transition énergétique que seul l'Etat est en mesure d'apporter.

Au nom de la crise sanitaire, le gouvernement est capable de multiplier les aides aux entreprises y compris à celles qui en ont le moins besoin. Pourquoi ne pourrait-il pas apporter à EDF les fonds nécessaires à son désendettement et aux investissements indispensables afin d'assurer un approvisionnement vital pour notre économie en maintenant une entreprise 100 % publique dans sa totalité **et en recréant un grand service public de l'énergie ?**

République et Socialisme est signataire de l'appel lancé par la Convergence de Défense des Services Publics, Droit à l'énergie SOS-FUTUR et l'Indecosa CGT contre le projet de démantèlement d'EDF.

Paris, le 18 janvier 2021

Contact : contact@republiqueetsocialisme.fr

www.facebook.com/republique.socialisme

<https://twitter.com/RepetSoc>

République et Socialisme 44bis rue Philippe de Girard 75018 Paris